

<http://pierre-alainmillet.fr/Budget-l-austerite-un-processus>



Conseil Municipal du 2 Février 2016

Budget : l'austérité, un processus contre la démocratie

- Interventions - Conseil Municipal -

Date de mise en ligne : mardi 2 février 2016

Copyright © Blog Vénissien de Pierre-Alain Millet - Tous droits réservés

Ce débat budgétaire ne surprendre personne. Il faut suite au débat d'orientation dans ce conseil, et nous l'avons souvent évoqué dans nos rencontres de quartier. Et partout, de gauche ou de droite, de Brindas jusqu'à la métropole de Lyon hier soir, les maires et présidents de collectivité présentent tous leur budget en rappelant le contexte économique inquiétant et les baisses de dotation qui les bousculent tous. 18000 collectivités dont notre commune et la métropole de Lyon, ont voté le vœu demandant à l'état de revoir son programme de baisse de dotations, tant tout le monde connaît son impact négatif sur les missions de service public, mais aussi sur l'emploi local.

La baisse des investissements donc des dépenses BTP est de -14% en 2014, et les budgets 2015 comportaient une baisse de 16 % , et même -24% pour le bâtiment ! Certains évoquent une perte de 30% de l'activité pourtant critique pour l'emploi local. Alors que les besoins sont criants. Savez-vous que les réseaux d'eau potable, avec tout l'enjeu de leur rendement en général assez mauvais, 25% de pertes le plus souvent, sont entretenus avec un budget qui ne permet de traiter chaque année que 0,5% du réseau, autrement dit, on rénove un tuyau tous les 2 siècles ! Du point de vue de l'intérêt général, il faudrait au moins doubler, voire tripler ce budget !

Pierre Abadie, vice-président de la métropole, centriste Mr Iacovella, tire la sonnette d'alarme avec des mots forts lors de ses vœux : « *Si l'on continue ainsi, nous allons être en cessation de paiement* ».

En Novembre à Lyon, pour la création de la nouvelle association des grandes villes et communautés, Gérard Collomb, socialiste Mr Ben Khelifa, a déclaré « *Manuel Valls n'a pas répondu à toutes nos interrogations, ni inquiétudes* ».

Non seulement, il n'a pas répondu, mais le gouvernement vient d'en rajouter une couche avec l'annonce de 16 milliards d'euros d'économies pour les administrations publiques, au lieu de 14,5 milliards, donc « une dotation globale de fonctionnement des collectivités locales renouvelée et abaissée de 3,5 milliards d'euros ».

Et communes ou habitants, même combat. Ce budget 2016 est annoncé avec une réduction de 225 millions d'euros sur les aides personnalisées au logement (APL) !

Donc, oui tous les maires disent que ça va mal. Et ça va mal parce que l'austérité fait mal, mais en plus, parce que l'austérité ne résout aucun des problèmes qu'on résume avec ce mot valise des « dettes ». Plus on nous impose une rigueur dure et injuste, plus la dette augmente, car en fait, plus les inégalités augmentent, car plus les grandes fortunes grossissent !

Et c'est bien sûr dans les communes populaires, dont la notre, que c'est le plus dur, +9,8% de chômage à Vénissieux l'an dernier. Et l'INSEE publiait une étude sur la précarité dans le Grand Lyon, étude titrée "vers une réduction mais plus de concentration", autrement dit, les inégalités continuent de progresser dans la métropole.

En fait, tous les indicateurs de l'emploi, de la précarité sont au rouge, mais tous les indicateurs de la richesse et des gaspillages sont au beau fixe.

Et tant qu'à parler de la dette, parlons-en ! La dette totale, dette publique, des entreprises et des ménages, rapportée au PIB, est en France inférieure à la moyenne de la zone Euro, inférieure au royaume uni, inférieur aux USA, et très

inférieure au record du Japon !

Prenons aussi l'exemple bien connu de la SECU. Les dépenses de santé par habitant sont bien supérieures aux USA, mais ce dont parlent les casseurs de la SECU, ce n'est pas le niveau des dépenses de santé, c'est le niveau des dépenses remboursées, c'est à dire socialisées par les cotisations. S'ils arrivaient à remplacer la SECU par des assurances, bien sûr qu'elles seraient très heureuses de voir leur chiffre d'affaire augmenté ! Personne ne parlerait plus alors de contrôle des dépenses de santé !

En fait, plus on impose la rigueur aux salaires et aux dépenses publiques, plus l'argent coule à flot pour le capitalisme.

Comme nous l'avions déjà dit dans les débats budgétaires précédents, nous refusons ce piège du discours de la dette, qui n'est là que pour faire accepter la guerre que les riches mènent comme l'avoue le célèbre spéculateur Warren Buffet, « *la guerre de classes existe, et c'est la mienne, celle des riches, qui est en train de la gagner.* »

Alors nous ne céderons pas aux diktats, ni à cette pression médiatique qui conduit sur un blog parlant de Mr Wauquiez, nouveau président de région, un internaute se félicitant de l'austérité demander : « *supprimons les conseils généraux, et remplaçons les par des techniciens, on fera d'énormes économies, car les départements nourrissent une multitude d'élus pas vraiment ,ou pas du tout utiles. Et pour continuer, regroupons les communes pour une meilleure gestion, en supprimant les communautés de communes,* »

Voilà où mène le discours de la dette : La technocratie à la place de la démocratie qui serait trop couteuse, c'est bien un processus contre la démocratie que l'austérité fait grandir, un processus qui nous mène tout droit à l'extrême-droite, à la renaissance du fascisme derrière le masque ripoliné du Front National.

Non, nous allons continuer à gérer la ville avec rigueur mais passion pour la chose publique, pour la solidarité, pour le développement de notre ville, et nous allons en toute transparence avancer pas à pas pour mieux organiser chacune de nos missions, en simplifiant certaines choses, en réorganisant les services, en cherchant les gains possibles de mutualisation, et sans jamais utiliser le débat budgétaire pour mener cette guerre idéologique qui nous fait tant mal. Car quand le maire de Mions déclare sans rire « Nous gérons la commune comme une entreprise », nous lui demandons au service de quels actionnaires ? Et quand celui de St-Priest annonce sans rire une baisse d'impôts... pour 2017, on le laisse à son plan de communication. Je conseille aux habitants de vérifier si, comme celui de St-Genis les Ollières, il ne procédera pas discrètement à la suppression de l'abattement général à la base, pour faire croire à une baisse qui se traduirait alors par une hausse.

Non, nous faisons un choix clair, nous avons estimé l'effort nécessaire à 11M€ sur le mandat, nous en trouvons la moitié dans la fiscalité, la moitié dans l'effort de réduction de dépenses, et nous le faisons en toute transparence avec les habitants, car ce sont eux qui ont la clé de toute solution, par leur intervention, leur mobilisation. Il n'y aura pas de solutions sans la mise en cause des politiques nationales d'austérité.